

Législatives anticipées 2024

2ème circonscription des Vosges (88)

Lionel CHAMBROT et Sandrine BONNAFÉ

« Paix et décroissance »

E. Macron nous dit : « *Je ne veux pas donner les clefs du pouvoir au RN en 2027* » (12/06/2024). Effectivement, il préfère les donner en 2024 ! La question de la **légitimité du pouvoir**, depuis longtemps étouffée par le discours sur le barrage à l'extrême droite, est aujourd'hui inévitable. Il ne suffit pas de se présenter en défenseur de la démocratie. Encore faut-il cesser de soutenir des institutions nationales qui permettent d'imposer des lois combattues par une large majorité des Français, de bafouer les citoyens comme par le traité de Lisbonne en 2005 et même de mépriser le Parlement aujourd'hui par les décrets et le 49.3. Encore faut-il cesser de soutenir les multinationales et les oligarques qui pillent la planète et appauvrissent les citoyens en les exploitant.

Depuis presque 20 ans la décroissance politique – qu'une majorité de Français plébiscitent comme solution aux problèmes du capitalisme – est tournée en dérision, niée, raillée, censurée, noyée dans le flot incessant de la propagande pro-croissance et pro-guerre. En tant que citoyens nous nous devons de lutter contre la destruction du vivant, les inégalités, la mascarade démocratique d'une 5ème République usée et dépassée, le mensonge de la croissance vertueuse et infinie. Il faut relocaliser les activités alimentaires, sociales et culturelles nécessaires pour la soutenabilité environnementale, la justice sociale et le bien-être des habitants.

La fébrilité des politiciens de métier pendant cette campagne cache un désastre Démocratique.

Construisons dès maintenant une 6ème République ou faisons une Constituante.

E. Macron nous a dit lors de la pandémie : « *Nous sommes en guerre* ». Eh oui, il veut la guerre car bien sûr ce n'est pas lui qui mourra au combat, car ça rapporte beaucoup d'argent et que ça met les peuples au pas. Mais il n'y a pas que la **guerre armée en Ukraine** et la soixantaine d'autres à ce jour dans le monde, il y a surtout la **guerre économique** qui se transforme en **guerre sociale** d'une violence institutionnelle inédite et qui appauvrit en masse. Il y a encore la **guerre contre le climat** ; la poursuite d'une **guerre contre le vivant** ; la **guerre de l'eau** en cours qui démontre l'accaparement des derniers biens communs par les riches et les multinationales ; la **guerre contre le Covid** qui a attaqué la liberté par une surveillance technologique et sociale de masse...

L'effondrement est en cours : avec l'accélération de la mondialisation, l'économie de croissance a accentué ses destructions écologiques. Le changement climatique est devenu réalité, l'extinction des espèces animales et végétales a atteint des seuils effrayants, la pollution des sols et de l'eau continue, tandis que l'extraction des ressources fossiles s'étend sur toujours plus de territoires. Le capitalisme et le libre-échange intégral prônés par les instances mondiales ont détruit également, et continuent de détruire, les sociétés traditionnelles qui savaient vivre en harmonie avec leur milieu de vie, au profit de sociétés de croissance uniformes, formatées par la publicité dans une idéologie du « toujours plus ». **Devenus assujettis aux écrans, les individus se ressemblent sans faire société.** Selon les ONG il resterait environ 200 tribus dans le monde qui ont échappé à la colonisation, à l'Inquisition et à la mondialisation économique, soit environ 10.000 personnes qui ne connaissent ni la télé ni le téléphone !

La décroissance c'est décroître le **PIB** - le produit intérieur brut - qui « *est borgne quant au bien-être économique, aveugle au bien-être humain, sourd à la souffrance sociale et muet sur l'état de la planète* » (GIEC). Mesure d'une puissance illusoire et boussole des politiques publiques, le PIB compte tout, sauf ce qui vaut la peine d'être vécu. Nous préférons l'intelligence animale à la bêtise artificielle. La liberté ne consiste pas à s'affranchir des limites physiques naturelles ou sociales, mais bien à en prendre la mesure pour sauvegarder un environnement habitable et des sociétés décentes : garder l'émerveillement devant la nature, l'interdépendance du monde vivant et la richesse des relations humaines.



Pour en savoir plus, consultez :

Le site national : <https://decroissance-elections.fr>

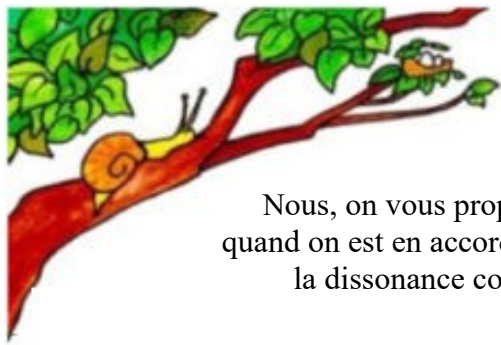
FB local : <https://www.facebook.com/decroissancevosges>

Notre site local : <https://decroissance-vosges.fr/>

Contact du binôme : lionel@chambrot.com / 06.16.396.396



decroissance-elections.fr



Nous, on vous propose la Décroissance. La décroissance c'est la joie de vivre, quand on est en accord avec sa conscience, quand on évite le lessivage de cerveau et la dissonance cognitive, voire le burn-out dans ce monde qui devient fou.

Il est temps de changer de système vers une société respectant le seuil de soutenabilité écologique de la planète, de construire des bio-régions autonomes et résilientes par la démocratie directe locale, des rapports sociaux plus égalitaires et plus solidaires.

Choisissons nos députés avec notre conscience, pas avec nos envies ou nos désirs, pas pour nous, pas pour notre confort personnel. Nous n'avons pas de recettes toutes faites, nous devons les inventer ensemble, que ce soit par la Démocratie directe ou par une Constituante.

Les premières étapes d'une transition décroissante, qui garantissent l'essentiel du bien vivre aux plus nombreux, sont les suivantes :

Consommation : réduire les consommations inutiles par une taxation différentielle des marchandises et des services suivant l'utilité sociale, les nuisances écologiques, la taille de l'entreprise... Supprimer ou taxer lourdement la publicité, le luxe, l'avion, les bolides urbains, les grandes surfaces, le nucléaire, les produits toxiques, la production de déchets, les technologies abrutissantes. Favoriser l'artisanat et rendre les produits manufacturés durables et réparables.

Production : relocaliser les productions essentielles et assumer un protectionnisme territorial sur les marchandises, les services et les capitaux nécessaires aux sociétés humaines, pour favoriser dans l'ordre : le local, notamment pour l'alimentation : les denrées doivent venir du pays / le régional, dans le cadre de bio-régions autonomes à construire, ne dépassant pas leur biocapacité / le national, pour tenir compte de la réalité des États et des langues / le continental, pour tenir compte de l'imbrication actuelle des économies entre États européens. Transport des marchandises sur rails ou bateaux, objectif zéro camions internationaux.

Migrations : diminuer les excès migratoires en relocalisant l'économie et en sortant des fables libérales des grands patrons sur la liberté de circuler, qui justifient l'errance économique au service de l'exploitation salariale, alors que chacun aspire d'abord à pouvoir vivre dans son pays. Sortir du « développement », cet autre nom de la croissance motivée par le profit qui éteint toute culture autre que celle de l'occident : sortir de l'extractivisme et des accords de libre-échange signés par l'Europe, réduire les cultures d'exportation et multiplier les cultures vivrières ; stopper les expulsions de paysans et permettre à tous de pouvoir jardiner pour se nourrir. Permettre l'autosuffisance, plutôt que le consumérisme ou la misère moderne. En attendant, savoir accueillir les migrants chassés par le changement climatique et nos guerres néocoloniales.

Fiscalité : réduire les inégalités de revenu et de patrimoine dans une fourchette de 1 à 6, pour réduire la consommation et le gaspillage signe de distinction sociale, afin de réduire l'impact écologique ; appauvrir les riches sera bon pour la planète comme pour la décence commune. Diminuer la fiscalité du travail, ressource abondante et augmenter celle sur l'énergie et les matières premières pour les économiser. Renationaliser les banques et soutenir les monnaies régionales et locales.

Alimentation et agriculture : relocaliser les productions agricoles sur la base d'un socialisme agraire à base familiale ou coopérative, avec des paysan-nes qui travaillent à reconstruire des petites fermes en polyculture-élevage. Le soutien aux structures qui permettent d'apporter des solutions concrètes comme Terre de liens est une priorité. Les techniques de production seront plus simples. Cela passe également par une augmentation du nombre de paysans et de paysannes, une dé-métropolisation et une alimentation adaptée aux capacités des terres agricoles. Le lien entre producteurs et consommateurs sera plus direct.

Démocratie : relocaliser les décisions dans les bio-régions, les départements et les communes, sans perdre la solidarité globale. Pour y parvenir, instaurer à côté de chaque assemblée élue, une assemblée populaire tirée au sort, disposant d'un droit de veto sur les décisions, et du droit de convoquer des jurys citoyens pour mieux éclairer ses choix. Permettre des référendums d'initiative citoyenne à intervalles réguliers. Libérer les médias des multinationales et rendre possible le débat sur les nouvelles technologies.